

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2014/29659]

22 MAI 2014. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant application des articles 8, § 1^{er}, 20, 23, 31, 32, 33, 37, 47 et 50 du décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire, en particulier les articles 8, § 1^{er}, 20, 23, 31, 32, 33, 37;

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'Enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, les articles 81, § 1^{er}/1, et 89, 1^{er}/1, insérés par le décret du 21 novembre 2013;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 février 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 février 2014;

Vu le protocole de négociation du 17 mars 2014 du Comité de négociation - secteur IX Enseignement, du Comité des services publics locaux et provinciaux - section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné, réunis conjointement;

Vu le protocole de négociation du 17 mars 2014 du Comité de négociation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des Centres P.M.S. subventionnés reconnus par le Gouvernement;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 55.974/2, donné le 12 mai 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'avis du Conseil communautaire de l'Aide à la jeunesse, donné le 10 mars 2014;

Sur la proposition de la Ministre en charge de l'Enseignement obligatoire;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Du nombre et des modalités d'affectation des médiateurs scolaires*

Article 1^{er}. Le service de médiation scolaire créé par l'article 7, § 1^{er}, du décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire, comprend quatre-vingt-six médiateurs en équivalents temps plein.

Art. 2. Conformément à l'article 8, § 1^{er}, du décret précité, cinquante-six médiateurs en équivalents temps plein sont affectés par le Ministre de l'Enseignement obligatoire, aux établissements scolaires situés dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

Dans cette région :

1° les médiateurs sont affectés à un seul établissement, à l'exception de ceux visés au 3°;

2° un établissement ayant plusieurs implantations peut bénéficier de l'affectation de deux médiateurs;

3° un équivalent temps plein au moins est chargé de lutter contre l'absentéisme au sens de l'article 4, 1°, du décret précité dans l'ensemble des établissements d'enseignement secondaire ne bénéficiant pas de l'affectation d'un médiateur telle que prévue à l'article 2, 1°, du présent arrêté.

Art. 3. Trente médiateurs en équivalents temps plein sont affectés par le Ministre de l'Enseignement obligatoire, sur proposition des Services du Gouvernement, aux établissements scolaires situés en région de langue française.

Dans cette région, chaque médiateur est affecté à un ensemble d'établissements.

CHAPITRE 2. — *Des critères de sélection des opérateurs de formation des élèves à la médiation par les pairs ou à la délégation d'élève*

Art. 4. Afin d'être subventionné et proposé aux établissements scolaires, l'opérateur de formation, visé à l'article 20 du décret précité, doit répondre aux critères de sélection suivants :

1° être constitué en ASBL dont les statuts ont été publiés au *Moniteur belge*;

2° justifier de prestations au cours des deux dernières années en lien avec les formations à la délégation d'élèves et/ou à la médiation par les pairs auprès d'élèves de l'enseignement obligatoire;

3° développer dans une note méthodologique la manière dont il compte mener la formation en précisant les points suivants :

- objectifs de la formation;
- contenu de la formation;
- méthodologie utilisée;

- méthode d'évaluation;
- public cible (niveau d'enseignement);
- durée de la formation (nombre d'heures et de journées);
- zone géographique couverte;
- nombre maximum d'élèves et d'adultes accompagnants par formation;
- prix forfaitaire (hors frais de déplacement);

4° inclure dans les activités de formation les enseignants ou les adultes accompagnants le groupe d'élèves;

5° prévoir pour chaque formation dispensée la remise d'un rapport d'activités.

Art. 5. La Commission visée à l'article 20, § 3, du décret propose au Gouvernement les établissements scolaires pouvant bénéficier d'une formation sur base des critères suivants :

1° la remise d'un dossier de candidature dans le délai fixé par l'appel à candidature;

2° le projet d'établissement visé à l'article 67 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, contient les initiatives liées à des pratiques démocratiques au sein de l'établissement ainsi qu'à des pratiques de résolution non-violente de conflits;

3° l'existence depuis au moins deux années scolaires précédant l'année scolaire au cours de laquelle l'appel à candidature a lieu, de structures de participation pour les élèves au sein de l'établissement visées aux articles 15 à 19 du décret du 12 janvier 2007 relatif au renforcement de l'éducation à la citoyenneté responsable et active au sein des établissements organisés ou subventionnés par la Communauté française;

4° la désignation d'un référent du projet de formation au sein de l'établissement;

5° pour les établissements répondant favorablement aux critères ci-dessus, les critères de sélection seront, successivement, une juste répartition entre les réseaux, une priorité accordée aux établissements scolaire n'ayant pas encore bénéficié de la formation et, si nécessaire, l'ordre chronologique de réception par l'administration des candidatures.

CHAPITRE 3. — *De la fréquentation scolaire*

Art. 6. Les dispositions du chapitre 3 du présent arrêté s'appliquent aux établissements d'enseignement primaire et secondaire, ordinaire et spécialisé, de plein exercice et en alternance, organisés ou subventionnés par la Communauté française.

Art. 7. Pour l'application de l'article 23 du décret précité, on entend par :

1° les parents : les parents de l'élève mineur ou la personne investie de l'autorité parentale ou la personne qui assure la garde en droit et en fait du mineur;

2° jours : jours d'ouverture d'école.

Art. 8. § 1^{er}. Chaque établissement tient un registre de fréquentation des élèves pour chaque classe.

§ 2. Dans l'enseignement primaire, les présences et absences sont relevées dans la première demi-heure de cours de chaque demi-jour scolaire.

Dans l'enseignement secondaire, les présences et absences sont relevées à chaque heure de cours.

Dans l'un et l'autre cas, les absences sont transcrites par demi-jour dans le registre visé au § 1^{er}.

Art. 9. § 1^{er}. Sont considérées comme justifiées, les absences motivées par :

1° l'indisposition ou la maladie de l'élève couverte par un certificat médical ou une attestation délivrée par un centre hospitalier;

2° la convocation par une autorité publique ou la nécessité pour l'élève de se rendre auprès de cette autorité qui lui délivre une attestation;

3° le décès d'un parent ou allié de l'élève, au premier degré; l'absence ne peut dépasser 4 jours;

4° le décès d'un parent ou allié de l'élève, à quelque degré que ce soit, habitant sous le même toit que l'élève; l'absence ne peut dépasser 2 jours;

5° le décès d'un parent ou allié de l'élève, du 2^e au 4^e degré n'habitant pas sous le même toit que l'élève; l'absence ne peut dépasser 1 jour;

6° la participation des élèves reconnus comme sportifs de haut niveau, espoirs sportifs ou partenaires d'entraînement, visés à l'article 12, § 1^{er}, du décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française à des activités de préparation sportive sous forme de stages ou d'entraînement et de compétition. Le nombre total d'absences justifiées ne peut dépasser 30 demi-jours par année scolaire, sauf dérogation accordée par le Ministre. Dans ce cas, la durée de l'absence doit être annoncée au chef d'établissement au plus tard une semaine avant le stage ou la compétition à l'aide de l'attestation de la fédération sportive compétente à laquelle est jointe, si l'élève est mineur, une autorisation des parents;

7° dans l'enseignement secondaire, la participation des élèves, non visés au point 6°, à des stages ou compétitions organisées ou reconnues par la Fédération sportive à laquelle ils appartiennent. Le nombre total d'absences justifiées ne peut dépasser 20 demi-jours par année scolaire. Dans ce cas, la durée de l'absence doit être annoncée au chef d'établissement au plus tard une semaine avant le stage ou la compétition à l'aide de l'attestation de la fédération sportive compétente à laquelle est jointe, si l'élève est mineur, une autorisation des parents;

8° dans l'enseignement secondaire, la participation des élèves, non visés aux points 6° et 7°, à des stages, évènements ou activités à caractère artistique organisés ou reconnus par la Communauté française. Le nombre total d'absences justifiées ne peut dépasser 20 demi-jours par année scolaire.

Dans ce cas, la durée de l'absence doit être annoncée au chef d'établissement au plus tard une semaine avant le stage, l'évènement ou l'activité à l'aide de l'attestation de l'organisme compétent à laquelle est jointe, si l'élève est mineur, une autorisation des parents;

9° dans l'enseignement secondaire, la participation de l'élève à un séjour scolaire individuel reconnu par la Communauté française.

§ 2. Pour que les motifs soient reconnus valables, les documents mentionnés ci-dessus doivent être remis au chef d'établissement ou à son délégué au plus tard le lendemain du dernier jour d'absence lorsque celle-ci ne dépasse pas 3 jours, et au plus tard le quatrième jour d'absence dans les autres cas.

§ 3. Les motifs justifiant l'absence, autres que ceux définis au § 1^{er} sont laissés à l'appréciation du chef d'établissement pour autant qu'ils relèvent de cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles liés à des problèmes familiaux, de santé mentale ou physique de l'élève ou de transports. L'appréciation doit être motivée et conservée au sein de l'établissement.

Dans le respect de l'alinéa précédent, dans l'enseignement secondaire, le nombre maximum de demi-journées d'absence qui peuvent être motivées par les parents ou l'élève majeur, dans le cadre du § 3, est de 8 à 16 au cours d'une année scolaire.

Ce nombre figure dans le règlement d'ordre intérieur.

§ 4. Toute autre absence est considérée comme injustifiée.

Art. 10. Dans l'enseignement secondaire, est considéré comme demi-jour d'absence injustifiée :

1° l'absence non justifiée de l'élève durant un demi-jour de cours, quel que soit le nombre de périodes que ce demi-jour comprend;

2° l'absence non justifiée de l'élève à une période de cours.

Toute absence non justifiée inférieure à la durée ainsi fixée, n'est pas considérée comme une absence mais comme un retard et sanctionnée comme tel en application du règlement d'ordre intérieur.

Art. 11. Une absence non justifiée dans les délais fixés à l'article 9, § 2, est notifiée aux parents ou à l'élève majeur au plus tard à la fin de la semaine pendant laquelle elle a pris cours.

CHAPITRE 4. — De la date de début et de fin de prise en charge par des dispositifs externes d'accrochages scolaire et des modalités pour pouvoir bénéficier des moyens supplémentaires favorisant le retour réussi à l'école

Art. 12. Conformément aux articles 31, 32 et 33 du décret précité, le conseiller de l'Aide à la Jeunesse, le directeur de l'Aide à la Jeunesse, le Tribunal de la jeunesse ou le service d'accrochage scolaire (SAS) notifie à la Direction générale de l'Enseignement obligatoire la date de début de prise en charge, au moyen du formulaire repris en annexe 1.

Art. 13. Le conseiller de l'Aide à la Jeunesse, le directeur de l'Aide à la Jeunesse, le Tribunal de la jeunesse ou le service d'accrochage scolaire (SAS) notifie à la Direction générale de l'Enseignement obligatoire la date de fin de prise en charge du mineur, telle que prévue aux articles 31, 32 et 33 du décret, au moyen du formulaire repris en annexe 2.

Art. 14. Pour pouvoir bénéficier de six périodes-professeur supplémentaires dans l'enseignement ordinaire ou de six périodes supplémentaires au capital-périodes supplémentaires dans l'enseignement spécialisé, en vue de l'intégration ou de la réintégration d'un élève à l'issue de sa prise en charge par un service d'accrochage scolaire, conformément à l'article 37 du décret précité, le chef d'établissement transmet sa demande à la Direction générale de l'Enseignement obligatoire, au moyen du formulaire repris en annexe 3, dès le 1^{er} jour de présence de l'élève.

CHAPITRE 5. — Des modalités particulières pour les établissements organisant une option « armurerie »

Art. 15. Conformément aux articles 81 et 89 du décret du 24 juillet 1997, le règlement d'ordre intérieur de chaque établissement d'enseignement subventionné ou organisé par la Communauté française, tel que défini à l'article 77bis du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, organisant l'option « armurerie », doit prévoir des modalités spécifiques, dans un cadre pédagogique, de détention et d'usage d'une arme, tels que définis à l'article 3 de la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes.

Art. 16. Le Ministre ayant l'Enseignement obligatoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 17. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à la fréquentation scolaire du 23 novembre 1998 est abrogé.

Art. 18. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2014.

Bruxelles, le 22 mai 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M.-M. SCHYNS

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

ANNEXE 1

Demande de reconnaissance de scolarité, comme satisfaisant aux obligations relatives à la fréquentation scolaire, de la période de prise en charge d'un élève mineur, conformément à l'article¹ du décret du 21 novembre 2013

Réseau : C.F. O.S. L.C.S. L.N.C.S.

Nom et prénom de l'élève :

.....

Sexe : M F Date de naissance :/...../..... Classe :



Adresse :

.....

.....

Nom des parents ou de la personne investie de l'autorité parentale :

.....

 privé :  :

Ecole fréquentée ou dernière école qui a inscrit l'élève:


.....

Adresse :

.....

.....

.....

N° FASE :  :

Fax :

Année scolaire : Attestation A-B-C :

Chef d'établissement:

Professeur de référence ou éducateur :

¹ A compléter, selon que le mineur relève de l'article 31, 32 ou 33 du décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire

Parcours scolaire de l'élève



Année scolaire	Classe	Ecole	Attestation A-B-C	Motif du changement d'établissement

Service assurant la prise en charge (en vertu de l'art. ...):

.....

Adresse :

.....

 :  : Email :

Nom, prénom du responsable du service :

Motif(s) de la prise en charge (préciser les causes de l'exclusion le cas échéant) :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Objectif(s) et nature de la prise en charge (y compris les autres partenaires) :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

L'élève a-t-il déjà bénéficié d'une mesure de prise en charge visée à l'article 31, 32 ou 33 du décret du 21/11/2013 ?

OUI NON

Si **oui**, à quelle(s) période(s) ? :

SONT JOINTS EN ANNEXE :

L'accord de l'élève.....

L'accord du responsable légal.....

L'avis de la CZI, de l'ORC ou de la Commission décentralisée (article 33).....

L'accord du chef d'établissement (article 32).....

L'avis du Conseil de Classe (article 32).....

L'avis du CPMS (article 32).....

DATE DE DEBUT de prise en charge prévue le :

LA NOTIFICATION DES DATES EFFECTIVES DE DEBUT ET DE FIN DE PRISE EN CHARGE sera faite à l'Administration par :

Nom, prénom :

- Conseiller de l'Aide à la Jeunesse (arrondissement de)
- Directeur de l'Aide à la Jeunesse (arrondissement de)
- Juge de la Jeunesse (arrondissement de)
- Responsable du service agréé

Fait à, le

Signature :

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant application des articles 8, § 1^{er}, 20, 23, 31, 32, 33, 37, 47 et 50 du décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire.

Bruxelles, le 22 mai 2014.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,

Mme M.-M. SCHYNS

La Ministre de la Jeunesse,

Mme E. HUYTEBROECK

ANNEXE 2 – FORMULAIRE DE NOTIFICATION DE LA DATE DE FIN DE PRISE EN CHARGE

Nom								
Prénom								
Date de naissance/...../.....							
Article	31, 32 ou 33							
Date de début de la prise en charge/...../20.....							
Date de fin de la prise en charge/...../20.....							
A la fin de la prise en charge, le jeune est :								
<input type="checkbox"/> rescolarisé	Nom de l'établissement							
	Adresse							
	N° FASE							
	Forme et niveau*	Fondamental ordinaire	Secondaire ordinaire		Fondamental spécialisé	Secondaire spécialisé		
	Année et type* (à entourer uniquement si enseignement <u>secondaire ordinaire</u>)	1 ^{ère} commune		1 ^{ère} différenciée		1 ^{ère} complémentaire (s)		
		2 ^{ème} commune		2 ^{ème} différenciée		2 ^{ème} complémentaire (s)		
		3 ^{ème} année spécifique de différenciation et d'orientation (3 S-DO)						
		3 ^{ème} GT	3 ^{ème} TT	3 ^{ème} ATr	3 ^{ème} AQ	3 ^{ème} TQ	3 ^{ème} P	1 ^{ère} CEFA
		4 ^{ème} GT	4 ^{ème} TT	4 ^{ème} ATr	4 ^{ème} AQ	4 ^{ème} TQ	4 ^{ème} P	2 ^{ème} CEFA
		5 ^{ème} GT	5 ^{ème} TT	5 ^{ème} ATr	5 ^{ème} AQ	5 ^{ème} TQ	5 ^{ème} P	3 ^{ème} CEFA
6 ^{ème} GT		6 ^{ème} TT	6 ^{ème} ATr	6 ^{ème} AQ	6 ^{ème} TQ	6 ^{ème} P	4 ^{ème} CEFA	
7 ^{ème} année prépa. à l'ens. sup.				7 ^{ème} TQ	7 ^{ème} P			
<input type="checkbox"/> inscrit en IFAPME/SFPME	Nom + coordonnées de la structure de formation agréée dans le cadre de l'obligation scolaire (IFAPME, SFPME, ...) :							
<input type="checkbox"/> pris en charge par un autre service :	Nom + coordonnées du service :							

* entourer la bonne mention

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant application des articles 8, § 1^{er}, 20, 23, 31, 32, 33, 37, 47 et 50 du décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire.

Bruxelles, le 22 mai 2014.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,

Mme M.-M. SCHYNS

La Ministre de la Jeunesse,

Mme E. HUYTEBROECK

ANNEXE 3 - INSCRIPTION D'UN ELEVE A L'ISSUE D'UNE PRISE EN CHARGE EN APPLICATION DES ARTICLES 31, 32 OU 33 DU DECRET DU 21 NOVEMBRE 2013 ORGANISANT DIVERS DISPOSITIFS SCOLAIRES FAVORISANT LE BIEN-ÊTRE DES JEUNES À L'ÉCOLE, L'ACCROCHAGE SCOLAIRE, LA PRÉVENTION DE LA VIOLENCE À L'ÉCOLE ET L'ACCOMPAGNEMENT DES DÉMARCHES D'ORIENTATION SCOLAIRE

Etablissement :

DENOMINATION

ADRESSE

CP LOCALITE

TEL.

N° FASE

Elève accueilli :

NOM :

PRENOM :

DATE DE NAISSANCE (JJ/MM/AA) :

Année d'études :

Plein exercice / Alternance (biffer la mention inutile)

Forme : G / T / A / P (biffer les mentions inutiles)

Section : TR / Q (biffer la mention inutile)

Depuis le (JJ/MM/AA) :

Service d'accrochage scolaire :

DENOMINATION :
.....

Date : NOM et prénom du Chef d'établissement :
Signature :

PARTIE RESERVEE A L'ADMINISTRATION

Visa de l'agent :

Le Directeur,

Date :/...../.....

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant application des articles 8, § 1^{er}, 20, 23, 31, 32, 33, 37, 47 et 50 du décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire.

Bruxelles, le 22 mai 2014.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,

Mme M.-M. SCHYNS

La Ministre de la Jeunesse,

Mme E. HUYTEBROECK

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29659]

22 MEI 2014. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot toepassing van de artikelen 8, § 1, 20, 23, 31, 32, 33, 37, 47 en 50 van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie, inzonderheid op de artikelen 8, § 1, 20, 23, 31, 32, 33, 37;

Gelet op het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritairere taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren (takendecreet), de artikelen 81, § 1/1, en 89, 1/1, ingevoegd bij het decreet van 21 november 2013;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 7 februari 2014;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 27 februari 2014;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 17 maart 2014 van het onderhandelingscomité – sector IX Onderwijs, van het Comité voor de plaatselijke en provinciale overheidsdiensten – afdeling II, en van het onderhandelingscomité voor de statuten van het personeel van het vrij gesubsidieerd onderwijs, die gezamenlijk vergaderden;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 17 maart 2014 van het onderhandelingscomité tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de vertegenwoordigings- en coördinatiorganen van de inrichtende machten van het onderwijs en de door de Regering erkende gesubsidieerde PMS-centra;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 55.974/2, gegeven op 12 mei 2014 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2° van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het advies van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd, gegeven op 10 maart 2014;

Op de voordracht van de Minister bevoegd voor het leerplichtonderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — Aantal en nadere regels voor de aanwijzing van de schoolbemiddelaars

Artikel 1. De schoolbemiddeldingsdienst, die werd opgericht bij het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie, is samengesteld uit zesentachtig voltijdse bemiddelaars.

Art. 2. Overeenkomstig artikel 8, § 1, van het voormelde decreet, worden zesenvijftig voltijdse equivalente bemiddelaars door de Minister van leerplichtonderwijs aangewezen voor de in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad gelegen schoolinrichtingen.

In dat gebied :

1° worden de bemiddelaars worden voor één enkele inrichting aangewezen, met uitzondering van deze die in 3° bedoeld zijn;

2° kan één inrichting met verschillende vestigingsplaatsen de aanwijzing van twee bemiddelaars genieten;

3° wordt minstens één voltijdse equivalente belast met de bestrijding van schoolverzuim in de zin van artikel 4, 1° van voormeld decreet in het geheel van de inrichtingen voor secundair onderwijs die geen aanwijzing van een bemiddelaar genieten zoals bedoeld in artikel 2, 1° van dit besluit.

Art. 3. Dertig voltijdse equivalente bemiddelaars worden door de Minister van leerplichtonderwijs, op de voordracht van de diensten van de Regering, aangewezen voor de in het Franse taalgebied gelegen schoolinrichtingen.

In dat taalgebied wordt elke bemiddelaar voor een geheel van inrichtingen aangewezen.

HOOFDSTUK 2. — Criteria voor de selectie van de operatoren voor de opleiding van leerlingen tot de bemiddeling door gelijken of tot de delegatie van leerlingen

Art. 4. Om voor een subsidie in aanmerking te komen en voor de schoolinrichtingen te worden voorgedragen, moet de in artikel 20 van voormeld decreet bedoelde opleidingsoperator voldoen aan de volgende selectiecriteria :

1° opgericht zijn als VZW, waarvan de statuten in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt zijn;

2° het bewijs leveren van prestaties gedurende de laatste twee jaar in verband met de opleidingen tot de delegatie van leerlingen en/of bemiddeling door gelijken bij leerlingen van het leerplichtonderwijs;

3° in een methodologische nota de wijze voorstellen waarop hij de opleiding wenst te voeren, met vermelding van de volgende punten :

- doelstellingen van de opleiding;

- inhoud van de opleiding;

- gebruikte methodologie;

- evaluatiemethode;

- doelpubliek (onderwijsniveau);

- duur van de opleiding (aantal uren en dagen);

- gedekte geografische zone;

- maximumaantal leerlingen en begeleidende volwassenen per opleiding;

- vaste prijs (buiten reiskosten);

4° bij de opleidingsactiviteiten de leerkrachten of de volwassenen die de groep leerlingen begeleiden, betrekken;

5° voor elke verstrekte opleiding een activiteitenverslag voorleggen.

Art. 5. De in artikel 20, § 3, van het decreet bedoelde commissie stelt de Regering de schoolinrichtingen voor die een basisopleiding kunnen genieten op grond van de volgende criteria :

1° het voorleggen van een kandidatuur dossier binnen de door de oproep tot kandidaten vastgestelde termijn;

2° het inrichtingsproject bedoeld in artikel 67 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren (takendecreet), bevat de initiatieven in verband met de democratische praktijken binnen de inrichting en in verband met democratische praktijken binnen de inrichting alsook met praktijken voor het niet gewelddadige bijleggen van geschillen;

3° het bestaan sedert minstens twee schooljaren voorafgaand aan het schooljaar gedurende hetwelk de oproep tot kandidaten plaatsvindt, van deelnemingsstructuren voor de leerlingen binnen de inrichting, bedoeld in de artikelen 15 tot 19 van het decreet van 12 januari 2007 betreffende de versterking van de opvoeding tot verantwoordelijk en actief burgerschap binnen de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde inrichtingen;

4° de aanwijzing van een referentiepersoon voor het opleidingsproject binnen de inrichting;

5° voor de inrichtingen die voldoen aan de hierboven vermelde criteria, zijn de selectiecriteria : een juiste verdeling over de netten, de voorrang die wordt verleend aan de schoolinrichtingen die de opleiding nog niet hebben genoten en, zo nodig, de chronologische volgorde van de ontvangst van de kandidaturen door de administratie.

HOOFDSTUK 3. — *Schoolaanwezigheid*

Art. 6. De bepalingen van hoofdstuk 3 van dit besluit zijn van toepassing op de inrichtingen voor gewoon en gespecialiseerd lager en secundair onderwijs, met volledig leerplan en alternerend, door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd.

Art. 7. Voor de toepassing van artikel 23 van voormeld decreet, wordt verstaan onder :

1° ouders : de ouders van de minderjarige leerling of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent of de persoon die de minderjarige in rechte en in feite onder zijn hoede heeft;

2° dagen : de openingsdagen van de school.

Art. 8. § 1. Elke inrichting houdt een presentielijst van de leerlingen voor elke klas.

§ 2. In het lager onderwijs worden de aanwezigheden en afwezigheden in het eerste half uur van de les van elke halve schooldag vastgesteld.

In het secundair onderwijs worden de aanwezigheden en afwezigheden voor elk lesuur vastgesteld.

In beide gevallen worden de afwezigheden per halve dag opgenomen in de in § 1 bedoelde presentielijst.

Art. 9. § 1. Als gewettigd worden beschouwd, de afwezigheden die worden gemotiveerd door :

1° ongesteldheid of ziekte van de leerling die wordt gedekt door een medisch attest of een door een ziekenhuiscentrum afgeleverd attest;

2° de oproeping door een overheid of de noodzaak, voor de leerling, om zich naar die overheid te begeven, die een attest aflevert;

3° het overlijden van een bloed- of aanverwant van de leerling, in de eerste graad; de afwezigheid mag niet langer zijn dan vier dagen;

4° het overlijden van een bloed- of aanverwant van de leerling, in ongeacht welke graad, die onder hetzelfde dak als de leerling woont; de afwezigheid mag niet langer dan 2 dagen duren;

5° het overlijden van een bloed- of aanverwant van de leerling, van de 2e tot de 4e graad, die niet onder hetzelfde dak als de leerling woont; de afwezigheid mag niet langer zijn dan één dag;

6° de deelneming van leerlingen die als topsporters, sportbeloften of trainingspartners worden erkend, zoals bedoeld in artikel 12, § 1, van het decreet van 8 december 2006 houdende organisatie en subsidiëring van de sport in de Franse Gemeenschap, aan sportvoorbereidingsactiviteiten in de vorm van stages of training of competitie. Het totale aantal gewettigde afwezigheden mag niet hoger zijn dan 30 halve dagen per schooljaar, behoudens door de minister toe te kennen afwijking . In dit geval moet de duur van de afwezigheid voor het inrichtingshoofd uiterlijk één week vóór de stage of de competitie worden aangekondigd met behulp van het attest van de bevoegde sportfederatie waarbij een toelating van de ouders wordt gevoegd, als de leerling minderjarig is;

7° in het secundair onderwijs, de deelneming van leerlingen, die niet in punt 6° bedoeld zijn, aan stages of competities die worden georganiseerd of erkend door de sportfederatie waartoe ze behoren. Het totale aantal gewettigde afwezigheden mag niet hoger zijn dan 20 halve dagen per schooljaar. In dit geval moet de duur van de afwezigheid voor het inrichtingshoofd uiterlijk één week vóór de stage of de competitie worden aangekondigd met behulp van het attest van de bevoegde sportfederatie waarbij een toelating van de ouders wordt gevoegd, als de leerling minderjarig is;

8° in het secundair onderwijs, de deelneming van leerlingen, die niet in de punten 6° en 7° bedoeld zijn, aan stages, evenementen of activiteiten met een artistiek karakter die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd of erkend. Het totale aantal gewettigde afwezigheden mag niet hoger zijn dan 20 halve dagen per schooljaar. In dit geval moet de duur van de afwezigheid voor het inrichtingshoofd uiterlijk één week vóór de stage of de competitie worden aangekondigd met behulp van het attest van de bevoegde sportfederatie waarbij een toelating van de ouders wordt gevoegd, als de leerling minderjarig is;

9° in het secundair onderwijs, de deelneming van de leerling aan een geïndividualiseerd schoolverblijf, dat door de Franse Gemeenschap wordt erkend.

§ 2. Opdat de redenen als geldig zouden worden erkend, moeten de hierboven vermelde documenten aan het inrichtingshoofd of aan diens afgevaardigde worden bezorgd op de dag na de laatste dag afwezigheid, als deze niet langer dan 3 dagen duurt, en uiterlijk op de vierde dag afwezigheid in de andere gevallen.

§ 3. De andere redenen tot wettiging van de afwezigheid dan deze die in § 1 bedoeld zijn, worden aan de beoordeling door het inrichtingshoofd overgelaten, voor zover ze vallen onder overmacht of uitzonderlijke omstandigheden in verband met gezinsproblemen, geestelijke of lichamelijke gezondheid van de leerling of vervoer. De beoordeling moet met redenen worden omkleed en binnen de inrichting worden bewaard.

Met inachtneming van het vorige lid, in het secundair onderwijs, bedraagt het maximumaantal halve dagen afwezigheid die door de ouders of de meerderjarige leerling kunnen worden gemotiveerd, overeenkomstig § 3, 8 tot 16 gedurende één schooljaar.

Dat aantal wordt in het huishoudelijk reglement opgenomen.

§ 4. Elke andere afwezigheid wordt als ongewettigd geacht.

Art. 10. In het secundair onderwijs, wordt als halve dag ongewettigde afwezigheid beschouwd :

1° de ongewettigde afwezigheid van de leerling gedurende een halve dag cursus, ongeacht het aantal lestijden die deze halve dag dekt;

2° de ongewettigde afwezigheid van de leerling bij een lestijd.

Elke ongewettigde afwezigheid beneden de aldus vastgestelde duur, wordt niet als een afwezigheid beschouwd maar als een laattijdige aankomst en als zodanig gestraft met toepassing van het huishoudelijk reglement.

Art. 11. Een afwezigheid die niet binnen de in artikel 9, § 2, vastgestelde termijn wordt gewettigd, wordt aan de ouders of aan de meerderjarige leerling uiterlijk op het einde van de week gedurende welke ze begon te lopen, meegedeeld.

HOOFDSTUK 4. — Datum van begin en einde van de begeleiding door externe stelsels voor schoolherinschakeling en nadere regels om in aanmerking te kunnen komen voor bijkomende middelen voor de geslaagde terugkeer naar school

Art. 12. Overeenkomstig de artikelen 31, 32 en 33 van voormeld decreet, delen de adviseur voor hulpverlening aan de jeugd, de directeur voor hulpverlening aan de jeugd, de jeugdrechtbank of de dienst voor schoolherinschakeling de algemene directie leerplichtonderwijs de datum van het begin van de begeleiding, door middel van het in bijlage 1 opgenomen formulier.

Art. 13. De adviseur voor hulpverlening aan de jeugd, de directeur voor hulpverlening aan de jeugd, de jeugdrechtbank of de dienst voor schoolherinschakeling deelt de algemene directie leerplichtonderwijs de datum van het einde van de begeleiding van de minderjarige mee, zoals bedoeld in de artikelen 31, 32 en 33 van het decreet, door middel van het in bijlage 2 opgenomen formulier.

Art. 14. Om zes bijkomende lestijden-leraar in het gewoon onderwijs of zes bijkomende lestijden boven het bijkomende lestijdenpakket in het gespecialiseerd onderwijs te kunnen genieten, met het oog op de inschakeling of herinschakeling van een leerling op het einde van zijn begeleiding door een dienst voor schoolherinschakeling, overeenkomstig artikel 37 van voormeld decreet, stuurt het inrichtingshoofd zijn aanvraag aan de algemene directie leerplichtonderwijs, door middel van het in bijlage 3 opgenomen formulier, reeds vanaf de eerste dag aanwezigheid van de leerling.

HOOFDSTUK 5. — Bijzondere nadere regels voor de inrichtingen die een optie "wapenhandelaar" organiseren

Art. 15. Overeenkomstig de artikelen 81 en 89 van het decreet van 24 juli 1997, moet het huishoudelijk reglement van elke door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde of georganiseerde onderwijsinrichting, zoals bepaald in artikel 77bis van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, die de optie "wapenhandelaar" organiseert, in specifieke nadere regels voorzien, zoals bepaald in artikel 3 van de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens.

Art. 16. De minister bevoegd voor leerplichtonderwijs wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 17. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 november 1998 betreffende het schoolbezoek wordt opgeheven.

Art. 18. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2014.

Brussel, 22 mei 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-M. SCHYNS

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2014/206542]

2. OKTOBER 2014 — Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 10. Februar 2000 über den Schulbesuch

DIE REGIERUNG DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT,

Aufgrund des Dekretes vom 31. August 1998 über den Auftrag an die Schulträger und das Schulpersonal sowie über die allgemeinen pädagogischen und organisatorischen Bestimmungen für die Regel- und Förderschulen, Artikel 28 Absatz 1;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 10. Februar 2000 über den Schulbesuch;

Aufgrund des Gutachtens des Finanzinspektors vom 15. September 2014;

Aufgrund des Gutachtens Nr. 56.475/2 des Staatsrates, das am 9. Juli 2014 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Nummer 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973 abgegeben wurde;